

Unité bidépartementale Eure Orne
1 avenue du Maréchal Foch
CS 50021
27000 Évreux

Évreux, le 20/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LAFARGE GRANULATS

14-16 boulevard Garibaldi
92130 Issy-Les-Moulineaux

Références : UBDEO-ECD-2025-151
Code AIOT : 0005800403

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/04/2025 dans l'établissement LAFARGE GRANULATS implanté Route de la ferme blanche Muids et Daubeuf 27430 Daubeuf-près-Vatteville. L'inspection a été annoncée le 03/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LAFARGE GRANULATS
- Route de la ferme blanche Muids et Daubeuf 27430 Daubeuf-près-Vatteville
- Code AIOT : 0005800403
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est une carrière qui extrait, à sec, des alluvions anciennes (tout-venant) déposées sur les hautes terrasses des boucles de la Seine. Il est autorisé par arrêté préfectoral du 25 mars 2019.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Tonnage extrait	Arrêté Préfectoral du 25/03/2019, article 1.2.1	Sans objet
2	Durée de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 25/03/2019, article 1.4	Sans objet
3	Plans	Arrêté Préfectoral du 25/03/2019, article 8.3.7	Sans objet
4	Exploitation du secteur Nord	Arrêté Préfectoral du 25/03/2019, article 2.4	Sans objet
5	Distances limites	Arrêté Préfectoral du 25/03/2019, article 8.3.1	Sans objet
6	Epaisseur d'extraction	Arrêté Préfectoral du 25/03/2019, article 8.3.5.2	Sans objet
7	Entretien et conduite des installations de traitement des eaux	Arrêté Préfectoral du 25/03/2019, article 4.2.2	Sans objet
8	Rejets d'eau dans le milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 25/03/2019, article 4.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Globalement, le site est bien tenu. En ce qui concerne la présente inspection, l'inspection des installations classées n'a constaté aucune non-conformité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Tonnage extrait

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/03/2019, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Tonnage extrait
Prescription contrôlée : [...] Rubrique 2510 : Exploitation d'une carrière à ciel ouvert <u>Tonnages de produits extraits :</u> Le tonnage moyen annuel extrait est d'environ 1 910 000 tonnes. Le tonnage maximal annuel extrait est d'environ 2 204 000 tonnes. Le tonnage total de matériaux extrait est de 19 000 000 tonnes (12,5 millions de m ³) [...] L'exploitant doit mettre en place un suivi des volumes et tonnage des matériaux extraits afin de s'assurer du respect des volumes autorisés par l'arrêté préfectoral.
Constats :

<p>Le jour de la visite, l'exploitant a indiqué avoir extrait 1 490 069 tonnes pour l'année 2024, ce qui est conforme à son autorisation. La déclaration annuelle indique également ce tonnage.</p> <p>L'exploitant a expliqué que le volume extrait est inférieur au tonnage moyen prévisionnel, du fait de la conjecture actuelle : il y a une plus forte demande en graviers par rapport à ce que l'exploitant peut produire sans avoir un stock de sable conséquent. En effet, la production du gravier implique de produire également du sable, moins demandé à la vente, et qu'il lui faut donc stocker en quantité raisonnable.</p> <p>Par ailleurs, il y a plus de remontées de craie dans la partie nord, par rapport à ce qui était attendu, impliquant une production moindre sur les phases d'extraction actuelles.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Durée de l'autorisation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/03/2019, article 1.4</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Phasage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'autorisation d'exploiter est accordée pour une durée de 15 ans à compter de la date de notification du présent arrêté.</p> <p>L'exploitation s'effectuera sur 15 années dont 12 ans d'exploitation répartis en 12 phases annuelles d'extraction et 3 années supplémentaires pour finaliser la remise en état.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'arrêté préfectoral datant de mars 2019, et comprend des phases d'extraction annuelles: l'extraction attendue début 2025 est théoriquement en fin de phase 6 pour la zone nord. Le jour de la visite, il a été indiqué par l'exploitant, et constaté sur site, en zone nord, une extraction en début de phase 6.</p> <p>Ce décalage est expliqué par l'exploitant par le recours contre l'arrêté d'autorisation qui a été porté devant la justice (recours perdu, l'exploitant a le droit d'exploiter), causant un décalage de démarrage de l'extraction en zone nord d'environ 2 ans et demi.</p> <p>L'exploitant a indiqué que ce retard est rattrapé au fur et à mesure et ne prévoit pas, à ce jour, un retard de la fin d'exploitation.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Plans

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/03/2019, article 8.3.7</p>
<p>Thème(s) : Autre, Plan d'exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un plan d'échelle adapté à la superficie de l'exploitation 1/ 2000^{ième}, tenu à disposition de l'inspection des installations classées, est établi et mis à jour tous les ans, sur lequel sont reportés :</p>

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres,
- les bords de fouille (avancement de l'exploitation),
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,
- la position des ouvrages situés en surface et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.

Doivent également apparaître de manière distincte sur ce plan :

- les zones en cours d'exploitation,
- les zones exploitées et réaménagées et la nature du réaménagement effectué,
- les zones exploitées en cours de réaménagement,
- les futures zones à exploiter.

Constats :

L'exploitant a présenté les plans d'exploitation en date du 29 avril 2024: plan de la zone est, et plan de la zone nord. Pour rappel, il n'y a plus de plan pour la zone ouest qui a fait l'objet d'une cessation d'activité. Le plan annuel pour 2025 est actuellement en cours d'élaboration. Les plans contiennent les informations nécessaires.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Exploitation du secteur Nord

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/03/2019, article 2.4

Thème(s) : Autre, Intégration dans le paysage

Prescription contrôlée :

[...]

Les surfaces en dérangement (zones décapées, zones en exploitation, zones en cours de remise en état) sont chacune d'elles limitées au minimum afin de limiter l'impact paysager tout en permettant d'assurer la sécurité des travailleurs et la bonne valorisation du gisement.

L'exploitation est réalisée de manière progressive en 12 phases annuelles selon le plan de phasage joint en annexe 3.

Sur le secteur en extension (**zone Nord**) l'exploitation est réalisée par bandes transversales Nord/Sud progressant d'Est en Ouest. Les fronts de taille sont orientés selon la même orientation que les routes et les chemins qui traversent le site du Sud au Nord vers Daubeuf-près-Vatteville, soit une orientation 7° Est par rapport au Nord.

Sur le secteur en extension (**zone Nord**) la zone en cours d'exploitation est limitée à une bande de 150 m de large maximum comprenant la zone décapée/en cours de décapage, la zone en cours d'extraction et la zone occupée par la bande transporteuse et la zone non remise en état à l'aide des terres de découverte.

La remise en état est coordonnée à l'exploitation et réalisée de manière progressive: une phase d'exploitation (voir annexe 3 du présent arrêté) correspondant à l'année N ne peut être mise en exploitation que si la phase correspondant à la phase N-2 a été complètement remis en état et le réaménagement de la phase N-1 débuté.
Constats : Le jour de la visite d'inspection, il a été constaté: <ul style="list-style-type: none"> - les bandes d'extraction orientées Nord/Sud avec progression globale d'Est en Ouest; - l'exploitant a expliqué que les engins sont équipés de gps: l'orientation de 7° est indiquée sur les plans gps, ce qui constitue un repère pour les conducteurs d'engins qui suivent cette orientation pour extraire les fronts de tailles; - le réaménagement des phases d'exploitation 3 et 4 (sauf une partie où la météo défavorable n'a pas permis d'aplanir les surfaces cet hiver, et qui sera faite avant l'été). L'extraction étant en phase 6, la remise en état est bien coordonnée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Distances limites

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/03/2019, article 8.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Bords des excavations
Prescription contrôlée : Les bords des excavations sont tenus à distance horizontale telle que la stabilité des terrains avoisinants ne soit pas compromise avec un minimum de dix mètres des limites du périmètre d'autorisation. Cette bande des dix mètres ne doit faire l'objet d'aucune exploitation.
Constats : Il a été constaté, via le plan d'exploitation, la présence de la bande des 10 mètres, conformément aux prescriptions réglementaires. La visite sur site (par sondage) n'a pas décelé de manquement à cette prescription.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Epaisseur d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/03/2019, article 8.3.5.2
Thème(s) : Situation administrative, Cote minimale de fond de fouille
Prescription contrôlée : Cote minimale de fond de fouille : Zone Ouest (Brûlins) : 50 m NGF Zone Ouest (Quesnoy) : 46 m NGF Zone Est : 40 m NGF Zone Nord (extension) : 48 m NGF

Constats : Les plans d'exploitation d'avril 2024 indique comme côte minimale de fond de fouille: - pour la zone Est: 46.62 m NGF (en phase 2); - pour la zone Nord, 50.07 m NGF (en phase 4). Ces côtes d'extraction sont supérieures à ce qui est autorisé (pas d'extraction plus profond que prévu), l'exploitant a respecté la prescription.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Entretien et conduite des installations de traitement des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/03/2019, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Séparateur à hydrocarbures
Prescription contrôlée : Les installations de traitement des eaux (séparateurs à hydrocarbures) sont inspectées et nettoyées autant que de besoin afin d'éviter, notamment, leur obstruction. Cet entretien est conforme aux recommandations du fabricant des séparateurs mentionnées dans leur fiche technique. En particulier, les séparateurs à hydrocarbures sont inspectés rigoureusement au moins une fois tous les deux mois et nettoyés autant que de besoin et au moins une fois par an. L'entretien régulier des séparateurs hydrocarbures est réalisé par une société spécialisée qui se charge de l'évacuation des boues récoltées dans les filières adaptées (organisme agréé). L'entretien et le suivi des installations de traitement sont confiés à un personnel compétent disposant d'une formation. Les déchets qui y sont collectés doivent être éliminés dans des installations autorisées et conformément au titre 5 du présent arrêté. Les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé, sont portés sur un registre, tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Deux séparateurs à hydrocarbures sont présents sur le périmètre autorisé: un au niveau de la plateforme de l'atelier, et le second au niveau de la plateforme bétonnée en zone nord, qui sert de zone de ravitaillement et de zone de stationnement des engins. L'exploitant a présenté son registre, sur lequel sont consigné les inspections et nettoyages. L'entretien annuel du séparateur à hydrocarbures coté atelier a eu lieu le 11 octobre 2024, par la société Maillot. L'entretien annuel du séparateur à hydrocarbures coté Nord a eu lieu le 11 avril 2025, par la société Dubuc. La fréquence est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Rejets d'eau dans le milieu naturel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/03/2019, article 4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Séparateur à hydrocarbures
Prescription contrôlée : Il n'existe pas de rejets dans le milieu naturel hormis les eaux transitant par les zones d'entretien, de parking, de remplissage des engins d'exploitation qui sont collectées vers un séparateur d'hydrocarbures. En sortie de ce décanteur les eaux rejetées dans le milieu naturel respectent les valeurs limites suivantes ; <ul style="list-style-type: none">- pH compris entre 5,5 et 8,5- température inférieure à 30°C- MES<35 mg/l- hydrocarbures < 10 mg/l-DCO <125 mg/l L'exploitant procède à des mesures semestrielles de la qualité des eaux en sortie du débourbeur déshuileur.
Constats : L'exploitant a fourni les derniers rapports semestriels pour la qualité des eaux en sortie des débourbeur-deshuileurs, datant du 29 mai 2024 et du 24 octobre 2024, effectué par la société Kalité'O. La fréquence semestrielle est respectée. Les résultats montrent des valeurs des eaux rejetées inférieures aux valeurs limites, conformément aux prescriptions.
Type de suites proposées : Sans suite